Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 49 (1991)

Heft: 3

Artikel: Economie - écologie : adversaire ou partenaires? : Débat public organisé par les Rencontres Suisses le 13 avril 1991 à Berne

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-140053

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ECONOMIE - ECOLOGIE
ADVERSAIRES OU PARTENAIRES ?

Débat public organisé par les RENCONTRES SUISSES le 13 avril 1991 à Berne, dans le cadre de FORUM 91, journée nationale de dialogue et d'information mutuelle en cette année du 700ème anniversaire de la Confédération.

PARTICIPANTS AU DEBAT

M. Geo BETRISEY, directeur de la Société de développement pour le Valais, à Saint Léonard.

Dr. Henry GROS, vice-directeur de Sulzer SA et chef du département "Traitement et épuration des eaux", à Winterthur.

M. René LONGET, conseiller national et président romand de la Société suisse pour la protection de l'environnement, à Genève.

Dr. Philippe ROCH, directeur du WWF Suisse (World Wildlife Fund for Nature) à Vernier GE.

Dr. Ralph SAEMANN, directeur général de Ciba-Geigy SA, à Bâle.

Dr. Bernard SAUGY, checheur à l'EPFL et créateur du Centre de recherches énergétiques de Martigny (CREM), à Lausanne.

Prof. François SCHALLER, professeur honoraire aux Universités de Lausanne et de Berne, ancien président du Conseil de Banque de la B.N.S., à Epalinges VD.

PREPARATION ET DIRECTION DU DEBAT

Dr. Alain JENNY, ingénieur physicien, président de la Société d'études économiques et sociales, à Lausanne.

M. Jean-Pierre ROCHAT, ancien directeur des Ecoles de Montreux, vice-président des Rencontres Suisses, à Montreux.

INTRODUCTION

M. Rochat: " Le 26 février 1989, à Neuchâtel, l'ancien Conseiller fédéral Max Petitpierre fêtait ses 90 ans. Il fut trois fois président de la Confédération dans les années 50, il fut l'artisan du renouveau de notre politique étrangère au sortir de la guerre. Il restera l'un des grands magistrats de ce siècle. Or, à un journaliste qui lui demandait, en ce jour d'anniversaire, quels seraient les dossiers, les grands sujets pour lesquels il aimerait se battre s'il était aujourd'hui conseiller fédéral, l'ancien Président répondit :

- ' D'abord et avant tout les questions touchant à l'environnement : l'aménagement du territoire et la lutte contre la pollution. Je suis effaré de constater qu'on continue à bétonner la Suisse à qui mieux mieux, qu'on déboise à tour de bras pour faire des pistes de ski. Au niveau planétaire, c'est la même chose ; nous risquons un rapide épuisement des ressources naturelles. C'est affolant et angoissant. Nous vivons dans ce domaine le règne de la stupidité et de l'inconséquence'.

Ces propos impressionnent. Venant d'un homme de 90 ans qui, par sa modération tout au long de sa carrière, par sa pondération encore affinée par l'âge, considère la sauvegarde de l'environnement et du patrimoine comme le problème majeur, voilà qui situe assez exactement notre préoccupation de ce jour.

Parler d'environnement est maintenant on ne peut plus banal. Le mot est dans toutes les bouches et dans tous les journaux. On en débat partout, dans le plus modeste conseil de commune comme à l'assemblée générale de l'ONU. On en vient presque à s'excuser de vous avoir dérangés pour si peu. Tant mieux qu'il soit banal. Tant mieux qu'il imprègne peu à peu les esprits. Tant mieux que son souci inquiète à la fois un vénérable sage au soir de la vie et les garçons et filles en jeans qui vont le samedi nettoyer les roselières.

Il faut en parler, souvent et partout, pour que ce souci, général et diffus, devienne le souci particulier de chacun. Pour que tous ces soucis individuels, groupés, deviennent des soucis collectifs, des volontés de faire quelque chose. Un proverbe africain me revient à l'esprit : mille petites choses faites par mille petites gens, dans mille petits endroits, ça peut changer la face du monde. Et quand toutes ces volontés personnelles se seront groupées en volonté collective, nationale, quand toutes ces volontés nationales seront devenues internationales, planétaires, alors l'environnement commencera à changer de signe.

Il y faudra du temps, et de la patience. Quand sont morts ceux qui ont posé la première pierre de la cathédrale de Chartres, les murs n'avaient pas atteint la taille d'un homme. Ils le savaient en commençant, et pourtant ils ont commencé. Le combat que mènent aujourd'hui les écologistes est de même nature. Ils mourront, et nous avec, bien avant que le monde soit tiré d'affaire. Ils le savent. Honneur à eux.

Mais ils ne sont plus seuls à se battre. Les vents ont tourné. De puissants renforts leur viennent, et vite. C'est un des chefs de notre industrie nationale, Stefan Schmidheiny, qui vient de fonder un conseil des dirigeants de quarante multinationales pour aider l'industrie à mieux prendre en charge les problèmes d'environnement, et qui déclare : 'Nous sommes au seuil de la quatrième révolution industrielle ; les mesures prises en fa-

veur de l'environnement deviendront un préalable essentiel de développement. ' C'est le directeur général d'IBM pour l'Europe qui annonce : 'Notre programme comprend maintenant une étude d'impact sur l'environnement de tous nos nouveaux produits et des processus qui s'y rattachent.' C'est vous, M. Saemann, directeur de Ciba-Geigy, qui déclariez récemment à la télévision romande : 'Aux deux piliers traditionnels de la stratégie industrielle, l'économique et le social, s'ajoute maintenant l'écologique. L'avenir de toute entreprise est dans le sain équilibre de ce trio.'

Les écologistes, de leur côté, prennent aussi conscience que leur combat devra tôt ou tard recourir à des appuis de nature technique. C'est vous, M. Longet, qui écrivez dans la préface d'une étude qui va sortir de presse : 'Pour affronter le défi de l'environnement, nous avons un besoin vital de l'esprit d'entreprise et d'innovation.' Et c'est encore vous, M. Roch, qui affirmiez récemment dans une interview : 'Pour consommer moins et réduire les déchets, on ne doit pas négliger un certain apport de l'économie... Et finalement, pour faire de l'énergie solaire, il est bien nécessaire d'avoir une infrastructure efficace et compétitive.'

Cette convergence d'intérêts, sinon encore d'idéaux, est riche de promesses. Comme disait Hölderlin, là où croît le péril croît aussi ce qui sauve. L'économie, avec ses puissants moyens, ses capitaux, son potentiel de recherche, son dynamisme générateur de jeunes talents, s'appliquant aujourd'hui à sauvegarder le plus précieux des biens, la vie saine, voilà une vision que n'osaient rêver hier les apôtres verts !

Que sortira-t-il du débat de tout à l'heure ? Les 'économistes' nous convaincront-ils du bon aloi de leurs intentions ? Les écologistes leur feront-ils confiance en partageant leur louable ambition de sauvegarder à la fois notre prospérité et nos conditions de vie ?

Nous nous réjouissons, avec vous, d'entendre les uns et les autres. Si chacun pouvait rentrer chez soi, au soir de cette journée de dialogue et de compréhension mutuelle, convaincu que l'alliance économie - écologie est non seulement possible, mais bénéfique, indispensable, les Rencontres Suisses seraient heureuses d'avoir pu apporter, ce matin d'avril du 700ème, leur pierre à la cathédrale de l'union nationale.

Ceci dit, pour rompre la glace et amorcer la discussion, je demanderai à mon partenaire M. Jenny ce qu'il pense de l'écolo-marketing, cette tentative somme toute mineure et souvent pittoresque que fait l'économie, commerce et publicité surtout, de récupérer à son profit les sentiments écologistes du consommateur : vivre nature, manger vert, boire pur et coulant de source, etc., Dans quelle mesure sert-elle la cause écologique, en développant dans la population d'utiles préoccupations ?"

DEBAT

M. Jenny: " C'est vrai que le mot environnement est aujourd'hui un élément important du marketing. Dans le monde industriel, nous voyons tous les jours l'urgence de l'introduire dans la publicité de ce que l'on veut vendre. L'exemple le plus caricatural est celui de cette lessive vendue avec cette référence : l'emballage de cette lessive est biodégradable. Aucune indication sur le contenu, sur les enzymes gloutons et autres qualités de produit, mais ça marche, au seul appel du mot biodégradable ! Sous le terme environnement se cachent toutes sortes de choses, et ce sera un des intérêts du débat de voir lesquelles. Comme certains milieux industriels qu'on entend dire (en caricaturant encore un peu bien sûr) : on pollue d'abord, on dépollue ensuite, ça arrondit le chiffre d'affaires ! La demande est forte dans ce domaine, et il est clair, en bonne économie de marché, qu'on se précipite pour la satisfaire. Mais cela suffit-il, et les écologistes se satisferont-ils de ces réponses plus ou moins intéressées à leur cri d'alarme ? Ces premiers pas vers une prise de conscience sont nécessaires, ils ne sont, et de loin, pas suffisants."

M. Rochat: " Evidemment, cette façon d'aborder le sujet nous y fait entrer par la petite porte. Cette récupération fait parfois sourire. Mais n'occulte-t-elle pas les vrais problèmes, que ne touche pas l'écolo-marketing. Et ces grands problèmes, que nous ne traiterons pas aujourd'hui, sinon par la bande et en passant, ce sont par exemple celui de la croissance économique en soi. On n'a jamais vu un arbre grandir jusqu'au ciel. Il faut bien que toute chose s'arrête un jour. Est-ce que nous sommes à la veille d'une telle phase d'arrêt, de stagnation, de récession peut-être. Nul ne le sait. Il y a aussi, dans ce que nous ne traiterons pas, l'immense problème qui est à la base de toutes les pollutions planétaires, l'explosion démographique de cette fin de millénaire. Il y a d'autres sujets d'inquiétude, transfrontaliers, mondiaux, dont nous ne parlerons pas prioritairement. Il y a enfin la question nucléaire que nous laisserons aussi de côté, moratoire obligeant. L'importance et la gravité de ces questions ne nous ont bien sûr pas échappé, mais il a bien fallu, face à l'ampleur du sujet, centrer notre débat. Nous l'avons fait sur des questions qui intéressent d'abord les gens de chez nous, entre gens de chez nous, sur des problèmes d'intérêt national, et qui peuvent trouver des solutions à l'échelle nationale.

Si vous êtes d'accord, nous irons donc de l'avant en abordant la question suivante : l'économie et l'industrie en particulier, récupèrent l'écologie pour en faire un juteux créneau de production. Certains le déplorent ou s'en froissent. Et pourtant, cet intérêt, tout financier qu'il soit, ne sert-il pas l'écologie ? Qu'en pensez-vous, M. Schaller : le marché écologique vous semble-t-il un marché intéressant ?"

M. Schaller: " Il n'est pas de marché économique qui ne soit pas intéressant, sinon ce ne serait pas un marché économique. Vous parlez de récupération de l'écologie par l'économie. Je crois que c'est bien exact, et c'est un phénomène nouveau. Comment le comprendre et comment l'interpréter ? Je tiens à rappeler que dans le grand concert social, chacun doit jouer sa partition, et non pas celle des autres. Un chef d'entreprise porte devant son personnel et devant la région où il est installé la responsabilité de la survie et de la prospérité de sa firme. D'autre part il sait que la préoccupation écologique est de

plus en plus vive chez le consommateur. Il se conforme donc comme toujours aux désirs des clients afin de les conserver et d' en accroître le nombre. C'est donc pour servir à long terme les intérêts de son entreprise qu'il doit s'occuper d'écologie. A défaut de quoi ses concurrents s'en chargeraient et il serait alors rapidement éjecté du marché.

De notre côté, nous tous, citoyens consommateurs, entendons laisser à nos arrière-petits-enfants un monde vivable. Les deux mobiles ne sont pas antinomiques. Ils additionnent au contraire leurs effets. Ce qu'on nomme la récupération de l'écologie par l'économie est une nouvelle preuve de cette erreur de John Kenneth Galbraith quand il parle de la filière inversée et qu'il veut nous faire croire que le consommateur est façonné par le producteur. Qui d'entre nous pourrait soutenir l'idée que la défense de l'environnement est née d'abord chez les chefs d'entreprise ? Ce serait ridicule. Les chefs d'entreprise, aujourd'hui, s'intéressent tous à l'écologie parce que le marché, et par conséquent les consommateurs, exigent d'eux qu'ils remédient à la situation dans laquelle nous sommes placés, sous peine de les abandonner comme fournisseurs".

M. Rochat: " Comment, concrètement., cette course au profit économique à travers l'écologie sert-elle cette dernière ? Comment par exemple, vous les représentants des deux plus grandes industries nationales, celles des machines et de la chimie, réagissez-vous quand on vous reproche que l'économie récupère l'écologie ?"

M. Gros: " Je parlerai d'abord pas tellement en tant que représentant de l'industrie qu'en homme de métier : mon métier, c'est de faire de l'épuration. Je suis responsable, chez Sulzer, du département qui fabrique des procédés de traitement et d'épuration des eaux. En tant qu'entrepreneur, je réagis quand je vois un besoin qui se crée. Depuis toujours, la société humaine a tiré de son environnement des ressources, des matières premières, elle a imaginé des procédés de transformation, créé des objets, des produits. Elle en a tiré entre autres l'eau potable. Mais comme dans toute fabrication, dans toute intervention humaine, il y a production de déchets, de scories, il faut bien évacuer ces sous-produits quelque part, et c'est naturellement dans notre environnement qu'ils sont réintroduits. C'est ainsi que tout développement génère de nouveaux besoins. Prenons l'exemple de l'eau potable. Après avoir créé des réseaux de distribution, on s'est aperçu qu'une fois usée, il fallait bien évacuer cette eau quelque part : ce furent d'abord des fosses de décantation individuelles, puis, avec le temps, des réseaux d'évacuation toujours plus importants. On s'est aperçu enfin de la nécessité de traiter ces résidus pour séparer les déchets du liquide. L'ingénieur voit là tout un lot de problèmes à résoudre, une activité d'entreprise à remplir. Si le besoin devait ne plus être, cette activité s'éteindrait. Ma fonction, comme celle de toute entreprise, n'est donc qu'une réponse à un besoin créé par d'autres."

M. Rochat: " Et pourtant cette activité n'en n'est pas moins intéressante, économiquement parlant. Votre patron, M. Fahrni, ne déclarait-il pas récemment, à la TV romande, que le secteur industriel protection de l'environnement est aujourd'hui le seul qui progresse dans le monde. Et d'ajouter : 'Notre technologie, en nous permettant de résoudre les problèmes d'environnement, nous a donné une puissante bouffée d'air.' Qu'en dites-vous ?"

M. Gros: " J'ai l'impression que l'émission en question a insisté un peu lourdement sur les avantages en termes d'affaires que notre firme tire de cette activité. Il est vrai que cette branche de l'entreprise donne du travail à quelque 200 personnes, mais c'est une activité difficile. Quand on parle de chiffre d'affaires, on ne regarde pas suffisamment les conditions dans lesquelles il se réalise. Dans ce secteur de l'épuration, on est souvent coincé, comme producteur, entre le souci d'offrir ce qu'il y a de meilleur, avec une qualité peut-être un peu supérieure aux exigences de la législation, et la réticence du client à honorer cette qualité. Au contraire de toutes les autres productions, où la meilleure qualité l'emporte, ce n'est pas toujours le cas dans la protection de l'environnement."

M. Saemann: " Pour une société chimique comme Ciba-Geigy, la considération du long terme est primordiale. Si vous demandez à notre direction quel est vraiment le but de notre société, on vous répondra qu'il est finalement de survivre à long terme. Partant de cette base, qui est d'ailleurs un des fondements traditionnels de notre activité, et si on considère le souci du long terme comme condition de notre succès, nous sommes très clairs : cette préoccupation entraîne pour nous, aujourd'hui, un changement profond de notre système économique. Il est absolument inéluctable : notre politique d'entreprise va virer de son fondement économique et social vers un fondement économique, social et écologique. C'est pourquoi nous ne considérons pas l'écologie comme un facteur mineur arrondissant notre chiffre d'affaires, mais comme une garantie de survie. Si on ne s'occupe pas de cet aspect, notre Ciba-Geigy n'existera tout simplement plus dans le siècle prochain. J'en suis convaincu.

Cela commence donc à avoir une conséquence fondamentale sur la culture d'entreprise, sur le comportement de chacun. Non seulement la direction générale, les chefs de division et de recherche, mais chacun, à sa place, doit faire son travail avec en tête ces trois responsabilités : l'économique, le social et l'écologique. C'est un changement capital. Jusqu'à présent, on se demandait : 'Ai-je contribué au succès économique de l'entreprise ?'. Dorénavant la question devient :'Est-ce-que je contribue à son succès dans les trois dimensions ?

Mais la recette de l'équilibre entre ces trois responsabilités ne se trouve pas encore dans les traités d'économie, n'en déplaise à M. Schaller, parce que les économistes sont loin d'en avoir encore senti l'importance. Je crois vraiment que l'industrie est là dans une situation de pionnier, qu'elle est sur ce point en tête du progrès. J'ai eu récemment l'occasion d'en parler avec des professeurs d'un Institut d'études économiques , qui s'en étonnaient : 'C'est vrai ce que vous dites ? C'est vraiment ce que vous pensez ?' Comme s'ils étaient, eux, encore dans l'optique des décades passées.

Et nous ne sommes pas seuls à penser que l'écologie n'est pas un moyen de mieux vendre et de faire des affaires, mais une garantie de survie à long terme. Comme les champignons en automne, cette idée pousse vite et partout. Il y a deux ans et demi, à St.Gall, nous nous sommes trouvés six industriels à penser qu'il fallait créer une association suisse pour la gestion écologique de l'entreprise. Ce qui fut fait, un peu comme ballon d'essai et sans propagande, ou presque. Aujourd'hui, nous sommes 130 entreprises,

des plus petites aux plus grandes, à former cette association qui a pour but : intégrer l'écologie dans la gestion d'entreprise.

Voilà donc ma réponse à votre question. Est-ce bien ce que vous attendiez de moi ?"

M. Rochat: " Tout à fait, merci. Je m'adresse maintenant, après cet éloquent plaidoyer en faveur de ce que je n'ose plus maintenant appeler l'écolo-business, à MM les écologistes pour leur demander s'ils sentent le besoin d'en définir les limites, ou s'ils y voient des dangers."

M. Longet: " Je voudrais dire tout d'abord qu'écolo-business ne me paraît pas du tout un vilain mot. Mais j'ai l' impression d'être dans un autre monde en entendant M. Saemann, et je me dis que je rêve... Car cela ne correspond pas du tout à mon expérience personnelle. M. Roch et moi sommes de ceux qui avons fait beaucoup, depuis vingt ans, pour aller dans ce sens, et depuis que je participe au débat politique, je dois dire que c'est extrêmement rare d'entendre un discours tel que celui de M. Saemann. Au contraire, chaque fois qu'on essaie d'améliorer la législation, de créer des conditions-cadres pour une économie de marché écologique, nous voyons se lever comme un seul homme, au Parlement, les représentants de l'économie pour voter contre.

Ce que vous dites, M. Saemann, n'est absolument pas, par exemple, ce qu'on entend de la part du Vorort. J'ai l'impression qu'il y a comme une trahison des bureaucrates, au sommet de l'appareil économique, envers les entrepreneurs qui comme vous sont réellement créatifs. Moi, en tout cas, si j'étais un entrepreneur à vocation écologique, je me sentirais trahi par ceux qui représentent l'économie au niveau politique. Je n'aurais aucune chance, par exemple, de vendre la voiture solaire que j'aurais construite. Je n'aurais aucune chance de chercher à valoriser la durabilité des biens et non leur obsolescence la plus rapide possible, et ceci parce que les conditions-cadres sont faussées. Et quand on tente de faire améliorer ces dernières, on nous dit que c'est impossible. C'est cela qui me rend perplexe aujourd'hui : si je suis la vision définie par M. Saemann, tout m'apparaît possible. Si je songe aux débats du Parlement, je me dis que tout est bloqué à cause de trop de représentants à courte vue économique...

Une remarque maintenant, de caractère plus général. On a parlé tout à l'heure des produits de pur marketing, qui seraient des pseudo-solutions écologiques. Or il est difficile de savoir ce qui est vraiment écologique et propre. On peut toutefois y répondre en retournant à la source du problème : ce qui nous préoccupe n'est pas tellement de donner des bons ou des mauvais points au produit, car c'est plutôt l'affaire du marché ou des pouvoirs publics si le produit est dangereux. Ce qui nous motive, c'est le déséquilibre croissant de la planète, le fait d'aller vers une impasse planétaire. Les 'bons' produits sont donc ceux qui contribuent à résoudre ces problèmes, et les 'mauvais' ceux qui contribuent à les aggraver. Ce sont de tels critères qui guident notre jugement, et notamment le fait de savoir s'il est intelligent de polluer d'abord pour dépolluer ensuite, ou s'il vaut mieux dès l'abord produire propre. Il y a effectivement ces deux voies dans la production, et l'important est de savoir les distinguer.

Ce qui me paraît important de faire valoir ici, c'est que si nous considérons le dysfonctionnement de l'économie comme le siège des problèmes écologiques, nous disons aussi que l'économie est le siège de leur solution. L'économie, surtout l'industrielle, est donc à la fois la source et la solution de nos préoccupations. M. Gros a très bien défini un de ses rôles essentiels, qui la situe au milieu d'une civilisation prenant dans la nature des ressources et y déposant après ses rejets. Il en a toujours été ainsi. Le problème vient de ce que l'évolution industrielle a provoqué un emballement fantastique du temps et des moyens, une accélération exponentielle de la production qui fait qu'on ne tient plus compte des limites qu'a la nature de fournir des ressources : énergie, espèces vivantes, air, eau, sol. Ni non plus de la capacité de digestion de la nature à l'égard des rejets.

Or la grande difficulté, face à ce problème des limites - et j'aimerais beaucoup connaître à ce sujet l'opinion des économistes - c'est qu'on ne peut attendre pour agir d'avoir la 'preuve par l'acte' que ces limites sont atteintes. Qu'il s'agisse de la disparition de la couche d'ozone, de la perturbation planétaire du climat, de la raréfaction des ressources fossiles, attendre la preuve par l'acte avant de réagir est proprement suicidaire. Il faut donc faire admettre comme donnée de base, dans tous les scénarios, le principe de précaution.

C'est cela précisément qui est difficile à faire admettre dans le débat politique : le politique, en effet, exige des faits, et on ne peut les lui fournir. Il convient donc de faire changer fondamentalement cette manière de raisonner, ce qui n'est pas une mince affaire.

Notre objectif, et je rejoins ainsi sur ce point la conception d'une bonne économie écologique de marché, est qu'on arrive à concilier les régles de bonne gestion d'entreprise avec les règles de bonne gestion de la planète. Car il est évident que l'écologie doit être rentable, M. Schaller l'a dit et nous le suivons parfaitement. Il y a cependant des distorsions sur le marché : les prix donnent au producteur comme au consommateur des signaux faussés, parce que les coûts de base, notamment ceux de l'énergie, sont beaucoup trop bas. Et cela parce qu'ils ne prennent pas en compte les dommages causés à des tiers, les coûts externes comme on dit, ni la raréfaction à terme. Il faudrait donc pour qu'on vous rejoigne, messieurs les économistes, que vous soyez d'accord avec la correction de ces dysfonctionnements. On n'en est pas encore là, au Parlement du moins, si j'en juge au langage de béton qui nous est opposé.

M. Jenny: " Bien qu'admirateur de M. Schaller, dont j'ai eu le privilège d'être l'élève et qui m'a beaucoup marqué, je m'en voudrais de ne pas faire état d'une certaine divergence de vues entre lui et moi en ce qui concerne la primauté de l'économie de marché et les critiques qu'il fait des théories de Galbraith. Je crois pour ma part qu'on n'est pas en Suisse, actuellement, dans une véritable situation d'économie de marché. Il doit reconnaître qu'il y a chez nous des cartels, des lobbies, une dictature de spécialistes qui se tiennent entre eux, et qui provoquent certains des dysfonctionnements dont a parlé M. Longet. La demande passe trop souvent par un relais, collectif, largement exprimé par des pouvoirs publics. Et c'est là que le mécanisme est faussé, parce qu'il y a des gens bien placés qui disent : 'Nous savons ... ça c'est la vérité, depuis trente ans nous faisons

comme ça, depuis cinquante ans nous construisons des fours de ce type donc ils sont bons ... etc.'

Il s'établit de ce fait un dialogue subtil entre spécialistes, certains venant des milieux universitaires et certains des milieux politiques, qui prétendent détenir **la** vérité, y compris la vérité écologique. Ce qui conduit à un dysfonctionnement économique à l'intérieur de certaines protections. Moi qui suis chef d'entreprise et qui correspond à la définition qu'en a donnée le Prof. Schaller, je fabrique par exemple des capteurs solaires. Fabrication éminemment écologique, non polluante, et qui ne cause pas de coûts externes à des tiers. Or notre système économique veut que d'autres sources d'énergie, qui sont plus polluantes, coûtent moins cher. Le fait qu'aucun mécanisme ne prenne en compte la non pollution de nos capteurs les rend évidemment non compétitifs. Les autorités disent bien qu'elles veulent favoriser la création de capteurs solaires : j'ai vu effectivement quelque part qu'on investissait 30 millions pour leur développement. Or 29,5 millions sont allés à des études montrant leur non rentabilité, et 0,5 million à l'amélioration de leur production.

Est-ce vraiment cela le système économique qui correspond aux principes que vous défendez, M. Schaller ? Ne faudrait-il pas plutôt en venir à un système de véritable concurrence qui tienne compte du dysfonctionnement des prix, notamment en matière énergétique dont j'ai donné un exemple, et dont on peut donner bien d'autres ?"

M. Schaller: " Il est très agréable d'être ici entre gens qui peuvent avoir des opinions différentes et l'acceptent. Nous sommes là pour un échange d'idées. On a beaucoup insisté sur le fait que l'écologie allait - si ce n'est déjà fait - révolutionner l'économie. Permettez-moi de dire que je n'en crois pas un mot, au risque de me tromper. On donne l'impression que l'économie a été sclérosée pendant des siècles et qu'elle débouche à présent sur une métamorphose complète. Non, l'économie de marché ne cesse d'évoluer et l'étude de l'histoire économique le prouve. C'est sa force. L'évolution est perpétuelle : vous n'allez pas dire qu'au début du siècle dernier nous avions une économie 'sociale' de marché. Elle l'est devenue. A-t-elle pour autant renié ses principes fondamentaux ? Nullement. L'économie va devenir écologique, bien entendu, et au cours des cinquante prochaines années elle deviendra bien autre chose encore. Elle ne reniera cependant pas ses principes de base. Il n'y a pas de rupture et cette flexibilité fait sa supériorité. Le problème écologique, aujourd'hui essentiel, sera intégré à l'économie comme le problème social, non moins essentiel, l'a été à son heure.

Sous réserve de vous avoir bien compris, M. Longet, vous paraissez en somme d'accord avec moi sur l'essentiel, à ceci près que vous dénoncez des dysfonctionnements qui font que l'économie de marché ne se déroule plus correctement. Sur ce plan-là je vous donne entièrement raison. Mais la chose est en voie de se corriger. Ces dysfonctionnements proviennent du fait que des éléments jusqu'ici abondants et par conséquent gratuits, l'air, l'eau, sont aujourd'hui devenus rares. Par leur masse, les déchets sont à présent un mal. Il n'est pas conforme à l'économie de marché que des biens rares n'aient pas de prix ou qu'un mal social soit toléré.

Cette correction s'opère à présent dans l'ensemble du monde industriel. On étudie actuellement les taxes, les droits à polluer (qui feront un jour l'objet d'un marché international), les redevances, les mesures fiscales, l'application la plus poussée possible du fameux PPP (Principe du Pollueur-Payeur). Le fait d'utiliser aujourd'hui librement l'air et l'eau n'est pas conforme à l'économie de marché ni à la rationalité économique qui veut que toute chose rare ait un prix. Mais tout se transforme rapidement : je suis sûr qu'avant la fin du siècle l'eau et l'air auront leur juste prix.

Un dernier point. Je suis ému par les éloges et la reconnaissance que M. Jenny a bien voulu me témoigner, mais beaucoup moins par ses réserves touchant ma conception de l'économie de marché. Au risque de donner une fois de plus l'impression de nager à contre-courant, je m'étonnerai que tout le monde en Suisse, arrête pas de répéter que nous sommes le pays le plus cartellisé qui soit. Il faudrait commencer par définir ce qu'est une structure cartellaire, car ces vocables manquent parfois de clarté. Il serait beaucoup plus conforme à la réalité de dire que nous sommes probablement le pays d'Europe où l'organisation professionnelle est la plus développée. Elle assure chez nous une certaine déontologie, une certaine harmonie. Le résultat de ce que M. Jenny appelle un excès de cartellisation est un niveau de vie supérieur à celui des autres pays.

Il faut se garder des excès. L'économie de marché poussée à ses extrêmes limites est un système où plus aucune entreprise ne réalise le moindre profit. M. Jenny le sait comme moi. C'est par conséquent un système nécrosé, qui ne peut plus maîtriser la recherche, le développement ou l'innovation. Une organisation professionnelle, telle que nous l'avons développée en Suisse, me paraît avoir fait ses preuves. Elle peut donner l'impression d'arrangements cartellaires. Je ne nie pas l'existence d'abus, mais il ne faut pas généraliser. Plus poussée chez nous qu'ailleurs, l'organisation professionnelle n'est certainement pas une mauvaise chose."

M. Rochat: " Je remercie beaucoup M. Schaller de ces précisions rectificatrices. Mais nous ne sommes pas dans un débat entre économistes. Galbraith ou pas Galbraith ? Ce n'est pas vraiment le propos du jour. Si nous revenions à ces objectifs industriels **à long terme** dont M. Saeman a parlé, qui semblent être une des clés de la nouvelle stratégie de la production, alors qu'on a toujours entendu dire : le court terme c'est le profit, et le long terme, c'est l'écologie. Je demanderai donc aux écologistes ce qu'ils pensent de cette récupération du long terme par l'économie, eux qui en étaient jusqu'ici les spécialistes."

M. Roch: " Votre épithète de spécialiste du long terme me permet en effet d'introduire mon propos. C'est vrai que les écologistes prétendent toujours voir à long terme, et je crois que c'est vraiment leur fonction. Ce qui ne m'empêche pas de dire qu'en certains cas leur vision est à très court terme, notamment sur la première question que nous avons débattue, l'évolution interne des entreprises. Car beaucoup d'entreprises, j'en suis convaincu, ont réellement maintenant une réflexion écologique, et qui évolue très vite. Je crois que les milieux écologiques n'ont pas vu cela ou, s'ils l'ont vu, qu'ils n'ont pas confiance dans cette mécanique. C'est une erreur de leur part de n'avoir pas au moins constaté ce progrès, qui est à la fois concret et honnête. M. Saemann ne faisait pas de la

publicité en disant ce qu'il a dit: il a une préoccupation sincère de la responsabilité de son entreprise quant à ses objectifs de production. C'est le rôle de l'entrepreneur de penser d'abord rentabilité, M. Schaller l'a bien souligné. A ce train-là, les choses vont assez rapidement progresser, et j'imagine même que certains capitaines d'industrie vont aller plus vite que les écologistes. Du moins au premier degré, tel que l'a défini M. Saemann, au niveau de l'entreprise. Car il y a un deuxième degré, au niveau de l'économie dans son ensemble, à savoir comment celle-ci peut vraiment tenir compte de la valeur cachée de ce qu'elle utilise, et parfois gaspille. Il s'agit d'une vision globale, d'une prise de conscience d'une responsabilité générale qui dépasse de beaucoup les objectifs de profit immédiat.Il peut y avoir contradiction entre l'intérêt d'une entreprise qui veut et doit réaliser un bénéfice, et l'intérêt à long terme de l'économie qui a besoin d'un environnement sain, et de ressources suffisantes pour survivre. Cette préoccupation du deuxième degré est peut-être mieux perçue par de grandes multinationales qui comprennent plus vite la nécessité d'intégrer ce genre de facteur dans leur stratégie, que par les petites entreprises aux objectifs plus restreints. C'est cette différence d'appréhension du problème qui pousse à l'établissement de règles permettant de traiter tout le monde de la même façon et d'éviter des distorsions de concurrence. Je rejoins donc ici MM. Schaller et Longet dans leur volonté de voir s'instituer des conventions contraignantes, notamment quant à la vraie valeur des ressources et au coût social des rejets.

Quant au troisième degré, beaucoup plus fondamental, il nous concerne tous. Ce sont les contradictions entre les objectifs généraux de l'économie ou du moins de ses mécaniques principales touchant au profit, l'augmentation de la valeur des choses, la croissance en un mot, et les limites de la planète. Ce sont des questions idéologiques fondamentales, qui font appel à des valeurs qui dépassent la seule économie et même, peut-être, les écologistes."

M. Rochat: " Des questions philosophiques, en effet. Nous y reviendrons peut-être, mais l'intervention de M. Roch nous ramène directement à l'un des thèmes importants à débattre : la prise en charge par l'économie de ce qui est à la fois rare et désiré, et qui pourtant ne coûte rien. Revenons donc plus en détail sur le principe du pollueur payeur déjà évoqué par le Prof. Schaller, et sur son application pratique. Remarquons d'abord que tout le monde est pollueur :

- le fabricant bien sûr, quand il produit, s'il met sur le marché un produit nocif à l'usage, et s'il ne prévoit pas son élimination adéquate en fin d'usage;
- l'utilisateur, en choisissant mal à l'achat, en gaspillant, en jetant l'objet encore utilisable;
- l'intermédiaire, par un conditionnement inadéquat du produit, des moyens de diffusion mal choisis, par utilisation abusive de la publicité, etc.

Voyons d'abord ce qu'en pense le fabricant ."

M. Saemann: " Je suis totalement pour le principe du pollueur payeur. L'idée de faire payer ce qui est gratuit est un peu sommaire et inapplicable telle quelle, mais elle est fondamentalement correcte. Prenons l'exemple de l'air pur, besoin vital par excellence.

Son altération la plus dramatique est l'effet de serre causé à 50% par le CO2. Or faire coûter l'air, c'est s'attaquer au CO2, le rendre cher pour le rendre rare, et comment le faire sinon en augmentant très fortement le prix des carburants fossiles. Leur coût actuel ne reflète absolument pas ce qu'ils causent comme dommage au monde. J'espère vivement que l'année prochaine, lors de la réunion prévue au Brésil pour traiter ce problème, les chefs d'Etat, de l'industrie et des organisations non gouvernementales se mettront d'accord pour que la production de dioxyde de carbone soit limitée. Le meilleur moyen sera de faire jouer les lois de l'économie de marché, donc de faire payer plus cher l'énergie fossile. Une industrie tournée vers l'avenir et voulant garantir sa survie à long terme en est bien consciente. Il faudra toutefois respecter quelques conditions pour la réalisation d'un tel impôt sur les carburants fossiles;

- le prix final devra être un multiple du prix actuel;
- l'augmentation devra se faire par étapes, par exemple 20% par an;
- la mesure ne devra pas alourdir la fiscalité globale, ce qui entraînera une réduction correspondante d'autres impôts;
- le calcul de l'indice du coût de la vie ne devra pas en tenir compte;
- toutes mesures de ce genre devront se faire en harmonie avec les autres pays d'Europe, et préférablement ceux de l'OCDE.

J'espère qu'un accord allant dans ce sens sera signé par tous (y compris les Etats-Unis!) lors de la conférence au Brésil, l'année prochaine (United Nations Conference on Environment and Development)."

M. Rochat: "M. Longet, c'est naturellement vers vous que je me tourne maintenant, puisque vous êtes non seulement porte-parole du citoyen consommateur, mais également, en tant que conseiller national socialiste, co-responsable des propositions récentes de votre parti quant aux taxes écologiques qu" il préconise. Pourriez-vous nous en présenter l'essentiel ?"

M. Longet: " Vous m'interpellez comme représentant du parti socialiste, ce qui me permet de souligner un paradoxe qui fera peut-être plaisir à M. Schaller : dans les débats au Parlement, depuis une dizaine d'années, les socialistes se sont souvent montrés d'un libéralisme plus orthodoxe que les libéraux, puisqu'ils ont très souvent combattu cartellisation, rentes de situation et distorsion de concurrence, par exemple dans le domaine de l'énergie. Qu'on pense seulement à la cartellisation totale du marché de l'électricité, notamment, ou au droit des sociétés anonymes. Cela pourrait amuser de voir que c'est nous qui défendons des tentatives de valoriser la dynamique de l'économie du marché, tout en en cadrant bien sûr les excès. Le mythe d'un parti socialiste étatisateur, voulant remplacer le jeu de l'économie par une régulation étatique apparaît chez nous totalement dépassé par les faits. Nous sommes véritablement partisans de l'économie de marché, à condition bien sûr que l'équilibre de ses différents facteurs soit assuré : équilibre entre capital et travail, entre producteurs et consommateurs, entre propriétaires et locataires. Notre credo est qu'un même équilibre s'établisse avec le capital-nature et le travail de la nature. Au fond nous associons la nature comme nouveau partenaire dans ce jeu d'équilibres. C'est

sur cette toile de fond qu'il convient de réactualiser certaines représentations tout à fait dépassées qu'on garde des positions économiques du socialisme suisse et européen.

Avant d'entrer en matière sur des modèles concrets, il est essentiel de souligner ce que ces modèles veulent dire: illustrer que la conciliation écologie-économie est possible. Mais pour l'instant ce ne sont que des propositions; l'important n'est donc pas de se battre déjà sur des modalités techniques. Préalablement à l'évaluation de solutions dont on sait désormais qu'elles pourront fonctionner, il faut un débat de principe : y a-t-il oui ou non un consensus social autour des distorsions majeures de l'économie de marché, distorsions qui rappellent celles qui ont motivé l'introduction de la dimension sociale dans cette même économie ? J'aime le parallèle que fait M. Saemann entre économie **sociale** de marché, qu'il a fallu 100 ans de luttes pour introduire, et économie **écologique** de marché. Pour ce faire la dynamique actuelle, comme la nature, ne nous accorderont pas un tel délai. Les distorsions dont je parle sont connues, on les a relevées ici même : principalement les coûts infligés à des tiers au lieu d'être supportés par ceux qui les causent, et la valeur réelle des ressources environnementales, qui est grandement sous-estimée. Si on tombe d'accord sur ce consensus, alors tout est possible.

C'est hélas encore loin d'être acquis au niveau politique. Quand on en vient par exemple à l'économie des moyens de transport - qui consomment, je le rappelle, 50% du pétrole en Suisse, aviation comprise - on vous oppose des études de complaisance qui disent que vu les immenses avantages du système actuel, on ne peut rien changer. Bien sûr que l'actuel système des transports présente de grands avantages, mais il faut les payer à leur juste prix, ces avantages. Nous serions tentés de croire que tout est gagné parce qu'autour de cette table l'accord semble complet. Voire. Le véritable problème est que la représentation politique, elle, retarde de dix ans sur la vision qu'ont de la réalité les industriels de pointe. Il n'y a pas que l'agriculture qui soit mal représentée aux Chambres. L'industrie, le commerce, le sont tout autant. Cela cadre mal avec la philosophie que je soutiens, à savoir que toute société vit de l'esprit d'entreprise. Les seuls qui ne paraissent guère l'avoir sont, au fond, les représentants politiques de l'économie. Ce sont des fonctionnaires qui répètent des slogans dépassés."

M. Rochat: " Il me semble indispensable, à ce stade de la discussion, d'entendre l'avis de M. Bétrisey. Vous qui représentez ici l'économie du Valais, et plus généralement celle des régions périphériques, comment ressentez-vous cette volonté de faire payer plus cher ce qui l'est trop peu ? Ne serait-ce pas vous pénaliser gravement, vous Valaisans, quand vous viendrez à Berne en même temps qu'un citoyen de Bümplitz ?

M. Betrisey: " Pour ma part, je poserais le problème un peu différemment, parce que nous sommes là au niveau des modalités, et qu'il est difficile d'apprécier injustices et distorsions à la lumière de cas concrets. Le premier principe est une question de terme. C'est juste de dire que les écologistes regardent à long terme, mais toute véritable économie le fait aussi. J'ai la responsabilité de développer mon canton sur le plan économique, et non la vanité de me vanter en fin d'année du nombre d'emplois créés. Ceux-ci seront peut-être moins nombreux qu'espéré, mais de meilleur niveau. Le malheur est que le qualitatif est moins payant que le quantitatif au niveau politique: développer le capital

humain est un investissement matériel qui n'entre pas dans les statistiques. Sur le plan de l'entreprise comme au niveau du développement global, les gens du terrain confrontés aux problèmes écologiques sont bien conscients de la nécessité de regarder loin devant eux. Mais ils sont loin d'être toujours écoutés, et se voient récupérés par des préoccupations immédiates qui oblitèrent leur volonté d'agir à long terme.

Au niveau des principes, tout le monde est d'accord qu'il faut préserver certaines valeurs tout en développant. Où l'on s'achoppe, c'est au niveau de la pratique. Quand j'ai entendu M. Longet parler de la preuve par l'acte, j'ai approuvé car c'est très vrai qu'aujourd'hui on ne peut plus dire : attendons de voir, je veux toucher pour savoir. On est en face d'un problème d'anticipation : on doit anticiper en économie, on doit anticiper en écologie, mais cette nécessité est souvent passée sous silence car elle n'est pas payante. Celui qui anticipe est un marginal, M. Jenny en sait quelque chose, et quand on est un marginal avant que les faits vous approuvent, il ne faut pas vouloir emprunter un cheval politique.

Ceci dit, pour répondre plus précisément à la question posée, j'aimerais en venir aux conditions particulières qui sont, par exemple, celles du Valais. Il n'y a pas de frontières pour les nuisances, bien sûr, et même si mon canton est une entité géographique bien marquée, il ne doit pas se considérer comme un cas spécial. Une certaine nuanciation est toutefois nécessaire dans l'appréciation de sa situation : si on entend soumettre tout le monde à la même règle, on en arrive à l'état policier, aux tracasseries qui démotivent les gens. Seul le dialogue est constructif. D'accord de prévoir et d'agir à long terme, mais attention de ne pas capoter sur le court terme. Il faudra donc trouver pour nous des moyens d'harmoniser les conditions d'un développement respectant à la fois l'écologie et les différences régionales. Nous les trouverons, mais le temps presse."

M. Rochat: " On y reviendra tout à l'heure à propos de la nouvelle stratégie de la production qui se dessine à l'horizon. Ecoutons auparavant M. Saugy, spécialiste des énergies renouvelables, nous dire ce qu'il pense de ces mesures tendant à taxer les énergies fossiles pour sauvegarder l'écologie ."

M. Saugy: " M. Schaller l'a relevé : l'économie en tant que telle n'a pas de moralité ou de finalité, elle n'est qu'un instrument de gestion. Dans le cas du commerce du vin, du tabac ou de la drogue, l'économie gère ces commerces, mais sans dire ce qui est utile ou nocif. C'est finalement une décision politique ou culturelle qui va autoriser ou non la publicité pour le tabac. En économie le mécanisme est simple: tant qu'il n'y a pas rareté, le prix d'une chose ne va pas monter. Si l'on craint la pollution ou l'épuisement des ressources, il faut donc trouver des règles, les plus raisonnables possibles, pour introduire des limites ou des objectifs à long terme. J'en vois pour ma part trois groupes :

1.- Les limites d'ordre culturel: la plupart des gens ne jettent pas le pain sans raisons économiques; de même certains se font un devoir de récupérer l'aluminium parce que c'est mieux. Il existe donc des comportements, individuels ou collectifs, qu'il faut encourager pour leurs effets positifs.

2.- Les aspects de droit : j'ai fait allusion au commerce du vin, du tabac ou de la drogue. Le tabac est taxé et réglementé, et la drogue interdite. De même doit-

on réglementer ou prohiber les rejets nocifs des cheminées en obligeant les techniciens à créer un marché de l'antipollution.

3.- Les taxes et autres mesures d'incitation: j'ai tout d'abord douté de leur efficacité, car imposer des taxes est dit antiéconomique, mais j'ai pris conscience qu'elles ne sont qu'un moyen d'introduire des correctifs dans la formation des prix.

Prenez l'exemple du mazout, dont le prix s'est réeffondré avec la paix du Golfe. Que va-t-il se passer ? On va en consommer davantage, on va en augmenter la rareté, donc son prix va remonter. Et au profit de qui ? Des producteurs. Si on ne corrige pas l'automatisme de ce mécanisme, seuls les producteurs seront gagnants, et peut-être faudra-t-il une nouvelle guerre pour réduire les avoirs des pays producteurs C'est pour l'éviter que nous sommes condamnés à prélever une taxe en Suisse, pour limiter les effets d'une raréfaction à long terme, et pour permettre à l'économie de développer un ou des produits de substitution qui, comme chacun sait, coûtent toujours plus cher que les produits traditionnels faits sur des machines éprouvées et amorties.

Toute innovation se paie, au début, d'une déséconomie que de telles taxes permettront de corriger. Mais ceci doit se faire intelligemment, ce qui ne me semble pas être le cas du projet d'écobonus, invraisemblablement complexe dans sa mise en oeuvre.

Les industriels ne vont certainement pas accepter de gaîté de coeur ces nouvelles charges à reporter sur l'usager. D'autres milieux auront des doutes quant à l'emploi des montants colossaux ainsi amassés. Qui les gérera ? Quel pouvoir va s'en trouver renforcé : la Confédération, les cantons, les communes pourquoi pas, qui doivent payer des frais croissants de protection de l'environnement. Il y a là un enjeu politique énorme, qui déborde de la problématique économie-écologie. Mais quoi qu'il en soit, pour éviter des désagréments bien plus graves à long terme, je crois à la nécessité d'introduire de telles taxes."

M. Rochat: " M. Saemann a dit quelque chose de très important tout à l'heure : il ne faut pas que ces taxes deviennent un nouvel impôt. Autrement dit, il faut que ces taxes, non seulement ne profitent pas aux producteurs comme l'a relevé M. Saugy, mais qu'elles n'alimentent pas non plus les caisses du pouvoir. Leur neutralité fiscale est un principe primordial sur lequel, semble-t-il, nous sommes tous d'accord."

M. Longe: " J'aimerais juste rappeler qu'il existe déjà une taxe sur l'essence, donc prélevée sur un facteur de pollution. Mais ce qui est grave, c'est que sur les trois milliards qu'elle rapporte par an à la Confédération, les 2/3 ne servent qu'à entretenir le réseau routier, donc le système même qui pollue. On n'arrive pas à changer cette affectation. On va donc continuer à la prélever, puis on va se voir obligé d'en introduire une deuxième, faute de savoir ou pouvoir modifier l'affectation de la première. La logique voudrait qu'aujourd'hui déjà la taxe sur l'essence, qui en double le prix ne l'oublions pas, serve à financer les économies d'énergie, en tout cas le lancement de ces économies."

M. Roch: " La question qui bloque la situation, sans que je puisse dire qui en est responsable, c'est qu'il n'y a pas encore de vision globale qui guide la mise en place de

ces taxes. On peut comprendre la réaction des milieux, et pas seulement économiques, qui diront : encore une complication administrative, un impôt, et pourquoi ? Excusez-moi d'être franc, mais l'écobonus, par exemple, est une idiotie. On va introduire un système emberlificoté pour un résultat nul, voire négatif. Que feront les gens de l'argent ainsi récupéré, sinon consommer plus ? Il faut concentrer l'effort sur des éléments essentiels du circuit économique, l'énergie par exemple, moteur par excellence du système.

Refaisons donc l'analyse et essayons d'avoir une taxe sur l'énergie, sur tous les agents énergétiques en fonction de leurs effets sur l'environnement, et reformulons tout cela. En Suisse on ajoute toujours du nouveau à l'ancien (dans les assurances sociales par exemple). Il semble que notre monde politique soit incapable d'agir autrement, ce qui est hautement regrettable. Une lourde taxe sur l'énergie, à condition qu'elle soit compensée par des réductions d'impôts convenables, serait très probablement acceptée par le peuple. Les sommes ainsi amassées iraient d'une part à la caisse générale, d'autre part à des travaux de recherche indispensables à l'environnement. La population paraît sensible à cette vision des choses, mais nos autorités sont-elles capables de lui présenter un projet clair et enthousiasmant ? "

M. Jenny: " On parle beaucoup de long terme, mais il faut aussi penser global. Le CO2, par exemple, est un problème très important. Or selon les études faites par différents experts européens et américains, qui convergent toutes, il est en passe d'être sinon maîtrisé, du moins relativement réduit dans les pays développés. En revanche, il va y avoir une croissance considérable de sa production dans les pays du tiers-monde. Quand on multiplie les extrapolations sur les augmentations de population en Chine, par exemple, par l'inefficacité énergétique des instruments de chauffage des Chinois (poêles au charbon extrêmement peu performants) on constate que la quantité de CO2 qu'on peut ou ne peut pas produire en Suisse est négligeable en regard de ce qui va advenir sur le plan global."

Je vais donner un autre exemple susceptible d'illustrer le débat. Récemment s'est posé le problème de l'Europe de l'Est, qui doit absolument résoudre ses problèmes écologiques, mais n'a pas d'argent. L'économie occidentale, qui se sent directement concernée par ces difficultés et se préoccupe d'y remédier, a mandaté la Commission économique européenne d'envoyer des experts sur place pour voir ce qui pouvait se faire. Eminents spécialistes de l'énergie, ces experts sont tous arrivés à la conclusion que la mesure la plus rentable et la plus rapide était d'améliorer l'efficacité énergétique de ces pays. Ils avaient oublié qu'il n'y a pas de lobby qui vende l'efficacité énergétique.

Le rapport a été remis à la Commission, mais il en est sorti transformé, pour ne pas dire manipulé, pour arriver à la conclusion qu'il fallait construire des centrales nucléaires, des pipe-lines, des usines, etc. Ce qui est infiniment plus coûteux et moins performant que simplement d'améliorer l'efficacité énergétique, mais intéresse davantage les constructeurs de centrales, de pipe-lines, d'usines, qui ont fait pression....

C'est bien la preuve que nous sommes dans une économie de production dominée par des lobbies ou des cartels de producteurs et non de marché, parce que la demande n'est pas de construire des installations, mais d'utiliser plus rationnellement ce qui existe.

Phénomène typique de distorsion qui montre bien les obstacles qui s'opposent encore à la réduction des nuisances, personne n'ayant d'intérêt matériel direct à développer l'efficacité énergétique."

M. Rochat: " Avec ces observations assez amères de M. Jenny, nous voici confrontés à un problème d'éthique, à un problème d'éducation au sens le plus large. En entendant M. Roch, en entendant M. Jenny, on réalise que ces taxes écologiques, qui ont fonction d'incitation, sont en somme un moyen d'influencer, de former, en un mot d'éduquer le pollueur consommateur. Comment faire passer dans la masse d'une population, qui a droit de vote et qui finalement décidera de son sort, ce souci de responsabilité personnelle. Il y a les trois moyens que j'appellerai classiques et qu'a déjà évoqués M. Saugy :

1.- L'éducation proprement dite, de la classe enfantine à l'Université.

2.- La coercition (réglementations, interdictions, sanctions, etc.)

3.- L'incitation par le porte-monnaie, taxes sur les sacs à ordures par exemple.

Or maintenant apparaît dans la discussion un quatrième moyen, esquissé par M. Jenny, qui est de nature technologique : résoudre les problèmes d'environnement par la recherche et la technique. On lisait dans le Touring d'hier : 'Le TCS ne croit pas du tout à l'efficacité des taxes incitatives : les solutions résident dans les mesures technologiques.'

Qu'en pensent nos industriels ? Sont-ils notamment, autour de cette table, d'accord avec cette affirmation péremptoire entendue par M. Jenny dans la bouche d'industriels allemands : l'industrie de demain sera non polluante ou ne sera pas ? Autrement dit, sera-ce l'industrie, avec son expérience d'initiative et son potentiel de recherche, qui va résoudre le mieux nos problèmes d'environnement ?

M. Saemann: " Une industrie non polluante, ça n'existe pas. Toute activité humaine a un effet sur l'environnement, aucune entreprise ne sera jamais, au sens absolu, mathématique du terme, strictement non polluante. Mais qu'elle le devienne moins, même beaucoup moins, c'est possible et même certain. Je conviens bien sûr que la technique a les moyens d'aider l'écologie, et je ne nie aucunement l'importance de son rôle, mais je ne négligerai jamais - c'est une expérience acquise au sein de notre entreprise - le rôle personnel, conscient, de l'individu. On ne résoudra pas le problème avec des 'trucs et des machins' si la personnalité, l'éthique individuelle ne change pas. C'est d'ailleurs aussi un des principes de l'économie de marché que tout doit se passer d'abord au niveau de l'individu. Dans notre entreprise, nous sommes convaincus que ce n'est pas avec des règles émises par la direction générale, des ordres, des contrôles de caractère dictatorial, mais par la motivation de chacun de nos employés que nous atteindrons les buts fixés, en écologie comme ailleurs."

M. Rochat: " L'effort éducatif au niveau de l'individu, c'est aussi la préoccupation des associations écologistes, telle par exemple la récente campagne 'Sol vivant' du WWF, qui visait surtout les enseignants. Quel est l'impact de ces patientes initiatives d'information du consommateur ? "

M. Roch: " Nous ne prêchons en tout cas pas dans le désert. Je suis surpris de la capacité qu'ont les gens de changer de comportement quand ils sont convaincus de le faire pour une bonne cause. Et non seulement pour leur intérêt immédiat, également pour des valeurs morales. Nous sommes dans une société qui à l'air totalement amorale dans son ensemble, mais au niveau individuel la plupart des gens sont fort attachés à des valeurs éthiques, immatérielles, et il y a une forte réponse à ce genre de choses. Je pense que tout le mouvement auquel on assiste aujourd'hui, jusqu'au coeur des entreprises, vient de cela. M. Blanc, conseiller d'Etat vaudois, me disait récemment :'M. Roch, non seulement vous m'embêtez toute la semaine avec vos histoires écologiques, mais il faut encore que mes petits-enfants me disent, quand je rentre chez moi le week-end : Pourquoi, grand-père, tu fais pas comme dit le WWF?'.

Ces prises de conscience individuelles, ponctuelles, finissent pas avoir une influence énorme sur la société. Et cela permet de poser le problème des organisations, des mouvements de protection quels qu'ils soient. Ils sont indispensables. M. Schaller a dit tout à l'heure que chacun devait jouer sa partition du même concert si l'on veut arriver à un résultat. Il faut donc que s'instaure un minimum d'entente et de reconnaissance réciproque, et c'est pourquoi nous plaidons, M. Longet et moi, au sein des mouvements écologiques, pour un respect des milieux économiques. Comme je l'ai dit dans ma première intervention, il se produit chez eux une maturation que nous devons prendre en considération. Les 'économistes' ne sont pas l'ennemi. Ce sont des gens responsables et conscients, et il nous faut essayer de travailler avec eux.

Mais il faut aussi, bien sûr, que les milieux économiques et politiques respectent le rôle de nos organisations. C'est vrai que parfois nous agaçons, parce que nous usons de droits que nous avons acquis, et parfois d'une manière que d'autres peuvent juger excessive. Ce manque de dialogue et de compréhension peut conduire à des heurts, rudes parfois mais indispensables à l'évolution des idées.

Il ne faut cependant pas compter que sur nos organisations pour faire avancer les idées. Le consommateur doit être poussé par un ensemble de raisons, les taxes incitatives dont nous avons parlé par exemple, et aussi, pourquoi pas, par la publicité, qui n'est pas forcément excessive et nuisible. De même bien sûr par l'amélioration technique des produits mis à sa disposition. A ce propos, et pour conclure, je reviens sur ce que vous avez dit du TCS : c'est typique de la position de cette organisation qui, à mon avis, est à coté de la plaque en matière de politique automobile et de transports, parce qu'elle combat systématiquement une limitation et une régulation du trafic privé, en cherchant ses justifications dans des solutions d'ordre technique. C'est faux. Les progrès technologiques sont indispensables, d'une utilité primordiale - témoin l'Europe de l'est où on pourrait diminuer de moitié la consommation énergétique et la pollution par de tels moyens - mais ils ne suffiront pas. Si on compte uniquement sur eux, on aboutira de toute façon à l'épuisement des ressources, au saccage du paysage et à la catastrophe, même avec les meilleures intentions des industriels."

M. Gros: " La technologie est en effet capable de beaucoup de choses, ça a été pour moi la révélation de mes études et de mon expérience d'ingénieur, mais j'ajouterai :

avec l'aide toutefois de mesures législatives judicieuses. Je pense en particulier à l'eutrophisation de nos lacs, problème très grave jusqu'au début des années 70, qu'on a résolu par des méthodes à la fois techniques et législatives. D'autres problèmes toutefois sont beaucoup plus globaux, plus dangereux, comme la pollution de toutes les mers du globe, qui se situe à une échelle 100 fois, mille fois plus grave. Le CO2 est un autre aspect gigantesque de ces menaces.

A petite échelle, cependant, la maîtrise de l'eutrophisation lacustre reste un bon exemple de succès technique. Le faisceau de recherches qu'elle a suscité, la coopération qui s'est établie entre toutes sortes de spécialistes et d'industriels a permis d'abord d'en diagnostiquer les causes : le lavage des sols, l'action des lessives, la part des déchets fécaux, etc. Elle a montré que la solution ne viendrait pas d'un remède, mais de toute une panoplie de remèdes qu'on a successivement découverts. On s'est ainsi rendu compte que l'intrication des causes obligeait à l'intrication des mesures, et que seules les méthodes de la technologie étaient à même de maîtriser la complexité du problème. C'est pourquoi je crois à l'efficacité de la technique en ce domaine.

M. Schaller: " Il semble que chacun est d'accord pour admettre que la solution des problèmes écologiques passe par un changement des mentalités, par l'apparition d'un homme nouveau, *l'homo ecologicus* prenant la place de *l'homo economicus* encore bien vivant. Le fait qu'une telle conversion ne soit pas facile ne l'empêche pas d'être inévitable.

Un des moyens envisagés pour y parvenir est de compenser par des taxes les dommages causés à notre environnement. Le produit coûtant plus cher, il se vendra moins. Le producteur dira donc: 'Trouvons mieux, remontons à la source du mal, évitons la pollution, fabriquons propre.' Voilà qui est rationnel et de bonne économie. S'il arrive à produire propre, le fabricant n'aura pas à supporter les frais de dépollution. Il aura un argument de vente auprès de ses clients et fera un bénéfice supérieur à celui de ses concurrents. Encore une fois, vous le voyez, c'est par les mécanismes du marché qu'on parviendra à une solution efficace, et sans doute plus rapidement que d'attendre, même avec la foi qui soulève les montagnes, l'apparition d'un homme nouveau.

M. Rochat: " Nous y arrivons donc, à ce leitmotiv des nouveaux stratèges de la production : 'à la source'. Agir en amont des nuisances, prévenir non corriger les pollutions, voilà qui pourrait bien être l'apport majeur du débat d'aujourd'hui. Nous pourrions nous en tenir là, mais il reste toutefois deux aspects que je souhaiterais voir abordés encore. D'abord celui du tourisme, autre pilier de l'économie nationale, particulièrement important pour l'arrière-pays que représente ici M. Betrisey. C'est donc à lui que nous allons maintenant prêter attention, en le priant de s'exprimer sur la question suivante : 'Les milieux touristiques voient souvent leurs efforts contrecarrés par les écologistes, et le déplorent parfois vivement. Pourtant, à long terme, le tourisme ne bénéficiera-t-il pas des actions menées pour la sauvegarde de l'environnement et du patrimoine naturel ?'

M. Betrisey: " Voilà bien une question qui mériterait à elle seule un débat comme celui d'aujourd'hui. L'industrie touristique pose un problème délicat parce qu'elle touche

d'abord et surtout à des problèmes humains. Une population qui n'a pas d'activités, ça signifie exode, dépopulation, et on voit bien ce qu'il en est dans certaines vallées alpestres. Une nature intacte mais vidée d'habitants, ce n'est pas forcément écologique. Par ailleurs, lorsqu'une population attachée à son sol veut y rester, on ne peut pas lui laisser faire n'importe quoi, n'importe comment. La grande entreprise industrielle a des structures, une direction générale, une masse cohérente sur laquelle on peut agir. Mais quand on s'occupe de tourisme ou d'agriculture de montagne, on se trouve devant une atomisation d'intérêts particuliers, de responsabilités et de compétences. Et quand il faut agir sur dix mille individus, qui peuvent chacun au nom de leur bon droit et de leur liberté faire quelque chose, le promoteur que je suis se sent moins à l'aise qu'en face de gros propriétaires ou d'entreprises. C'est ce qu'on oublie souvent quand on entend développer le tourisme.

Quant à faire, à la place de tourisme, du développement industriel dans les vallées alpines, je vous assure qu'il faut du courage, et pas mal d'inconscience pour promettre des choses qu'on ne pourra pas tenir. On pousse l'artisanat, la petite entreprise, et depuis peu, grâce à l'informatique, du travail décentralisé au profit d'entreprises de plaine, tels ces essais-pilotes lancés récemment à Brigue et à Sierre dans le domaine des télécommunications.

Reste le bâtiment, et c'est ce qui a créé chez nous un problème majeur, celui de confondre le tourisme de gestion avec le tourisme de construction. L'immobilier touristique n'est pas le tourisme. Mais c'est une porte qui s'est ouverte et où se sont engagés non seulement les indigènes, mais trop de gens d'ailleurs. Ce rush sur la construction n'a naturellement pas toujours été dans le sens d'un tourisme de qualité.

On a aussi tâté du tourisme doux. Mais développer et exploiter chez nos hôtes le goût de la nature, de la vie simple, du contact avec l'habitant, c'est méritoire, mais hélas pas rentable. On retombe donc dans l'économie d'entreprise, qui pour vivre doit exploiter, faire de l'argent.

Il a bien fallu en revenir au grand tourisme, au tourisme de masse, avec la spirale des dépenses d'infrastructure qu'il implique pour les communautés et sans toujours se demander qui véritablement en profite. Des promoteurs en on fait une industrie, avec toutes les pressions qu'on imagine sur le plan politique. Beaucoup de communes n'ont pas toujours pu y faire front, et les bâtiments se sont trouvés là où on ne les aurait pas aimés. Beaucoup d'erreurs ont été faites, plus peut-être faute de législation claire que par la faute des autorités. Sans compter l'aspect humain : tel président de commune fait du développement bien conçu, doux, respectueux du patrimoine. Qu'arrive-t-il au bout de quatre ans ? Un successeur prend la place qui, lui.... Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin.

Encore une fois, l'économique pèse de tout son poids sur la sauvegarde des régions de montagne, sur la préservation de leur cadre naturel, mais aussi sur la survie de leur population. C'est tout le problème, à l'échelle nationale, de l'aide non seulement économique et financière, mais morale à leur apporter, et de la solidarité à leur témoigner."

M. Rochat: " Dans quelle mesure l'écologie, avec son souci de conservation du patrimoine, de mise en valeur du capital nature, peut-elle aider le tourisme. Qu'en pense M. Roch, lui qui a été récemment confronté très directement avec ce problème ?"

M. Roch: " M. Betrisey a particulièrement bien posé le problème. Son exposé montre que le tourisme n'obéit pas vraiment aux lois du marché : il est clair, en tout cas tant que les affaires vont bien, qu'on rentabilise mieux un hectare en y construisant un hôtel qu'en y promenant des botanistes. Le principe économique de rentabilité du capital touristique, en l'occurrence du m2 de terrain, va évidemment dans le sens d'une urbanisation des espaces, et c'est ce qui s'est malheureusement passé jusqu'à ce qu'on ait une réglementation.

Il y a heureusement progrès. Car ce libre jeu du rendement a naturellement des limites, qu'on ne saurait dépasser sans tuer le tourisme lui-même. Si vous détruisez le paysage, les gens ne viendront plus. Et encore suis-je assez sceptique sur ce point : les citadins modernes rêvent trop de ville à la montagne, de clubs Méditerranée où ils sont pris en charge derrière des murs de béton, pour qu'on puisse tabler sur leur comportement pour réguler la situation, du moins à court terme.

Ce qui me surprend davantage, c'est l'attitude des gens qui vivent dans les régions touristiques, car il n'est certes pas indifférent d'habiter un beau village intact ou une station artificielle comme Thyon 2000. Sans doute le problème vient-il du fait que ce ne sont souvent pas eux qui maîtrisent leur développement, mais des promoteurs, des investisseurs, qui ont des intérêts bien différents, et surtout à beaucoup plus court terme. C'est cette divergence d'intérêts qui complique la situation et conduit à des affrontements difficiles, souvent cristallisés sur des points de détail.

Voyez l'exemple du Val d'Anniviers, où nous nous sommes intéressés comme écologistes à des prairies humides menacées par un nouveau téléski. En prenant un peu de distance, je pense que nous aurions pu en faire le sacrifice, si celui-ci s'était inscrit dans une vision globale de développement. Si nous sommes contraints de nous accrocher à des points de détail, c'est parce que nos interlocuteurs ne peuvent ou ne veulent avoir une vue d'ensemble des problèmes contestés.

Un essai a été fait au Val d'Hérens, concernant des projets de téléskis dans le Vallon de Réchy, petit bijou encore intact à travers lequel les communes d'Hérens voulaient faire la liaison avec le domaine skiable d'Anniviers. Nous avons réussi à mettre sur pied, ensemble, une étude globale sur les perspectives de développement qu'offrait le projet. Et nous étions prêts à abandonner notre opposition, les communes l'étant aussi pour leur initiative, suivant les résultats de l'étude. Celle-ci a été menée à terme, mais les discussions ont ensuite été bloquées. Je le regrette, car il y avait là le germe d'une collaboration fructueuse.

J'aimerais bien qu'en Valais, pays de tourisme par excellence et celui aussi où les confrontations avec nous sont les plus vives, on arrive un jour à une réalisation locale de tourisme intégré, pour démontrer que c'est rentable et vivable. Tant qu'on n'aura pas fait la preuve, en choisissant un site convenable et en faisant l'effort d'aller jusqu'au bout,

qu'on peut assurer ainsi la survie d'une population dans de bonnes conditions, on n'évitera pas ces conflits."

M. Rochat: " J'avais gardé la dernière question pour mettre un peu de baume sur nos divisions et rassurer nos auditeurs alarmés par nos affrontements, si besoin eût été. La hauteur de vue des débats et la bonne foi qui vous a tous animés pourrait nous permettre d'en rester là et de conclure sur ce sentiment du bon travail accompli. Mais ce serait vous priver d'un dernier intérêt, celui de savoir ce qu'il en est de notre avenir énergétique. Quand on entend le noir tableau qu'on brosse de la situation au siècle prochain, quand on entend un expert aussi éminent que le Prof. Gardel dire que les énergies renouvelables, les seules qui comptent à long terme, ne couvriront au mieux que le 15% des besoins futurs, un peu de réconfort ne ferait pas de mal et conclurait agréablement la matinée. Ecoutons donc M. Saugy, autre expert en la matière."

M. Saugy: " Il est vrai que M. Gardel et moi ne partageons pas tout à fait le même avis. Le professeur Gardel a surtout fondé son opinion sur la situation des années 70, alors que la consommation progressait de 7% l'an et donc doublait tous les dix ans. Il en déduisait, sur les bases d'alors, que cette consommation correspondait à l'installation de 6 millions de m2 de panneaux solaires par an, et concluait tout naturellement à l'impossibilité pratique de recourir massivement au solaire. Je partage son avis qu'un développement des énergies renouvelables n'a pas de sens face à cette vitesse de croissance. Ce qu'il n'avait pas ou pas suffisamment prévu, c'est l'énorme changement intervenu ou possible au niveau de la technologie. Prétendre faire rouler au solaire une BMW de 500 CV est tout simplement ridicule, mais s'il le faut l'ingénieur peut créer une voiture électrique comme le *Spirit of Biel* qui atteint 100/km/h avec quelques CV, ainsi que des véhicules urbains ne consommant rien à la descente, aux arrêts, et presque rien aux faibles vitesses permises en ville..

Il en va de même pour le chauffage et la climatisation. L'informatique permet dorénavant de contrôler les échanges entre les locaux trop chauds et les locaux trop froids, valorisant ainsi les pertes et les apports gratuits. Il est ainsi possible d'obtenir un confort plus grand avec une fraction de l'énergie consommée dans les complexes administratifs des années 70.

Dernier exemple, celui des humidificateurs: en 1975, pour prévenir l'irritation des muqueuses par vaporisation de vapeur, il fallait 2,5kW, soit l'équivalent de plusieurs dizaines de m2 de capteurs solaires. Actuellement, pour un local de même volume, l'on obtient le même effet en enlevant les poussières par des filtres ionisants qui, pour dix watts, assurent la même prestation.

C'est donc la réduction technique des consommations qui a renversé la situation. Dans les années 70 et même 80, ni le Prof. Gardel ni personne ne prévoyait une cassure des courbes de consommation aussi stupéfiante que ce qu'on observe depuis le premier choc pétrolier. Nous consommons en Suisse moins de produits pétroliers qu'en 1973, alors qu'à l'époque on prévoyait un accroissement d'un facteur 4 de la consommation d'énergie. Pour les années 90, la croissance stabilisée, la part des énergies renouvelables peut alors devenir progressivement très importante.

Et finalement mettre les ressources technologiques au service de la croissance, ce n'est pas forcément multiplier les kwh à disposition. Mais c'est chercher à tirer le maximum de confort du minimum d'énergie. Il y a là un fabuleux pari pour la technique : accroître le bien-être matériel sans porter atteinte au milieu physique. Voilà de quoi rassurer les écologistes et, avec eux, ceux qui craignaient et craignent encore les débordements de l'industrie.

M. Rochat: " Merci pour ces propos d'espoir et de confiance en l'avenir. La parole est maintenant au public."

M. Schaad: " Je m'exprime en tant que membre de *Mountain Wilderness*, association pour la défense de la montagne. J'estime que la montagne, vous l'avez dit, a été bien dégradée. Elle l'a été par le tourisme, et c'est dommage. Dans le temps, les touristes y venaient parce qu'ils l'aimaient. Aujourd'hui, on les y attire parce qu'on a besoin de leur argent. D'admirateur, le touriste est devenu une vache à lait, qu'on aime à travers le revenu qu'il apporte. Que faire pour changer ça ?"

M. Bétrisey: " Faire du tourisme comme au bon vieux temps où venaient les Anglais c'est périmé. Comme toutes les activités à fins lucratives, le tourisme est souvent soumis aux lois de l'économie. Les milieux touristiques valaisans, par exemple, invitent chaque année des personnalités du monde économique étranger à passer gratuitement quelques jours à Crans, Saas ou Zermatt. Il est évident qu'ils le font à titre promotionnel et en attendent une contre-prestation. C'est de la pure économie de marché.

Du tourisme romantique dont vous êtes nostalgique, on a passé à une industrie touristique, pour la raison que c'est un phénomène de masse, international, qui doit être organisé comme tel. Il y a évidemment beaucoup d'efforts à faire pour l'humaniser, surtout dans le domaine de l'accueil, mais on n'échappe pas à la nécessité de règles de gestion. La situation est d'autant plus difficile, économiquement parlant, que le revenu hôtelier est bas, et que par ailleurs les vocations hôtelières ne sont pas foison. Il est clair que la qualité de l'accueil, comme la qualité écologique d'une station, sont des éléments capitaux du marché touristique, mais il y faut de la patience, un long travail de sensibilisation, et des vues à long terme."

M. Ziegler, ancien maître de sciences, écologiste: " J'ai été passionné par le débat qui vient de se dérouler, mais peut-être pourrait-on regretter qu'il se soit cantonné un peu trop à la Suisse. J'aurais aimé qu'on l'élargisse par exemple au problème de la déforestation amazonienne, qui est affolante, ou de la pollution non moins affolante des pays de l'est. Que faire, nous petit pays, face à ces drames d'importance planétaire ?"

M. Rochat : " Ce sont des problèmes évidemment capitaux, mais qui débordent malheureusement du cadre national que nous nous étions délibérément fixé en organisant ce débat. Votre question trouvera certainement réponse dans le cadre d'un autre débat."

M. Vittoz, Président de l' EPFL: " Je ne poserai pas une question technique ou scientifique. Il apparaît ici, et c'est heureux, qu'il se dégage un consensus assez large entre économie, écologie et préoccupations sociales. C'est au niveau politique qu'il pourrait y avoir problème. M. Longet a évoqué le manque de responsabilité face au long

terme que semblent avoir certains de nos parlementaires à Berne. Avez-vous un remède à proposer ? Si l'on prolongeait la durée de leur mandat, de 4 à 12 ans par exemple, pensez-vous que les parlementaires agiraient à plus long terme ?"

M. Longet: " Prolonger les mandats des parlementaires? Ca dépend desquels, car selon de qui il s'agit vous seriez étonnés des dégâts que votre proposition pourrait causer. Plus sérieusement, je ne crois pas qu'il faille remettre en question le fonctionnement démocratique. En ce qui concerne notre problème, il y a deux sources de difficultés au niveau politique. D'abord le *cursus honorum* au sein du parti où, pour arriver au seuil des Chambres fédérales, il ne faut pas avoir voulu être trop dérangeant pour ses collègues de parti. Puis, une fois au Parlement, le fait qu'il est difficile de nager à contre-courant , surtout s'il faut braver des intérêts économiques. Vous le prendrez comme une boutade, mais je vois mal un radical vaudois, par exemple, épouser des positions écologistes.

La situation ne changera fondamentalement que si les milieux socio-économiques dont les députés sont issus changent eux-mêmes. Le parti socialiste a connu des difficultés, ces dix dernières années, parce qu'une partie d'entre nous avions pris conscience des problèmes écologiques, alors qu'une autre partie, qui représentait plutôt le côté attaché à une définition purement quantitative de la croissance (plus il y aura, plus on pourra distribuer) en avait peur. L'unité du parti s'est refaite au moment où la prise de conscience s'est réalisée dans les syndicats.

La même mutation interviendra dans les partis plus proches des milieux patronaux, quand des patrons eux-mêmes auront pris conscience des impératifs écologiques. On peut même rêver d'un Vorort vert auprès duquel les patrons d'entreprises vertes viendraient se plaindre des distorsions causées par la non-intégration de l'écologie dans l'économie de marché. On aimerait bien sûr que la représentation populaire soit en avance, mais il est difficile qu'elle le soit beaucoup sur les milieux dont elle est issue. Quant à envoyer à Berne des gens qui n'aient pas de liens directs avec des groupes de pression quels qu'ils soient, des gens choisis pour leurs seules idées et convictions personnelles, c'est une solution qui pourrait aussi s'imposer."

M. Rochat: " Merci au nom de tous pour ces réflexions de futurologie politique, qui mettent la note finale à un débat qui n'a cessé d'être courtois et constructif. Puis-je demander à M. Jenny, qui l'a préparé avec moi, d'en faire brièvement la synthèse.

M. Jenny: " Je serai bref puisque, comme l'a relevé M. Rochat, tout le monde ici paraît d'accord :

- sur le fait qu'il faut respecter l'environnement et être conscient des limites du développement;
- sur la reconnaissance de l'importance de l'économie de marché au sein de laquelle les entrepreneurs veulent respecter l'environnement parce que leurs clients le demandent;
- sur la nécessité de penser à long terme;
- sur l'introduction du principe pollueur payeur;

- sur le respect des rôles respectifs des différents partenaires, entrepreneurs d'un côté, protecteurs de l'autre tout en favorisant entre eux plus de dialogue et de collaboration, comme les Rencontres Suisses se donnent pour mission de le faire;
- sur la nécessité d'avoir sur toute cette problématique une vision globale et de ne pas s'accrocher à des détails.

Autrement dit, nous allons vers une croissance qualitative qui remplacera progressivement la croissance quantitative. M. Longet a eu le mot de la fin en évoquant la vision d'Un Vorort vert, qui représentera la synthèse de nos aspirations. Ne sommes-nous pas dans l'année du 700e anniversaire de notre Confédération, placée sous le signe de l'UTOPIE ? "